

Françoise HAY et Yunnan SHI

INTRODUCTION GÉNÉRALE

LA CHINE, AU CŒUR DE LA CROISSANCE MONDIALE ?

Longtemps confiné au sein des pays de la Triade (États-Unis, Europe, Japon), le centre de l'économie mondiale tend à s'élargir – voire à se déplacer – pour intégrer avec plus ou moins de force certains pays du sud comme la Chine aujourd'hui, et, peut être, l'Inde ou le Brésil demain.

D'ores et déjà, une telle évolution est très nette en ce qui concerne la Chine : son dynamisme et l'effet masse qu'elle véhicule font que les événements politiques et économiques qui s'y déroulent concernent un nombre croissant de pays sur tous les continents.

À bien des égards, la Chine se situe chaque jour un peu plus au cœur de la croissance mondiale.

DE NOMBREUX ATOUTS ET UN DYNAMISME CONTAGIEUX

La Chine s'est ouverte sur le monde il y a 25 ans, et, aujourd'hui, la Chine change le monde qui s'ouvre à elle par ses forts taux de croissance (près de 10 % par an en moyenne depuis l'ouverture), par la montée en puissance de son industrie et de son économie¹, et par les enjeux de son marché. Non seulement la Chine est bel et bien « réveillée », mais l'évolution et les progrès exponentiels de son économie s'accompagnent d'un dynamisme contagieux susceptible, même, de bouleverser les équilibres mondiaux actuels structurés autour des grands pays industrialisés et des intérêts de ces derniers. Elle devient peu à peu un partenaire incontournable.

1. Ceci n'empêche pas la Chine de se trouver toujours rattachée à la catégorie des pays en développement du fait de PIB par tête relativement réduit : 1290 \$ en 2003 et 4980 \$ en parité de pouvoir d'achat.

Un pays dynamique et d'une grande vitalité

La Chine est bien lancée à grande vitesse dans le troisième millénaire, et les Chinois sont au travail, loin de nos 35 heures. Tout va très vite dans ce pays qui brûle les étapes traditionnelles du développement et dont la vitalité et les ambitions sont considérables.

Le décollage économique de la Chine depuis les années 1980 défie toutes les comparaisons. Certes, en leur temps, les Dragons asiatiques (Corée du sud, Taiwan, Hong Kong, Singapour) ont interpellé par leurs performances rapides et durables et fait parler de « miracle asiatique ». Cependant, avec la Chine, du fait de son histoire communiste et, plus encore, du fait de sa dimension, on est en présence d'un phénomène inédit beaucoup plus impressionnant par les moyens mis en œuvre, par les prouesses de cette « économie socialiste de marché » dont le lancement en 1992 avait déclenché quelques ricanements.

Même si le développement rapide du pays est circonscrit à sa façade côtière et aux grandes villes, et si de nombreux progrès restent à accomplir dans les campagnes, dans le secteur social et dans l'environnement, cette Chine de 2006 est, sur bien des points, déconcertante par son aspiration à la modernité. Ses espaces urbains, jonchés de champs de grues, de projets pharaoniques, de forêts de buildings flamboyants sont impressionnants, tout comme ses chantiers, ses usines, ses laboratoires de recherche qui fonctionnent jour et nuit. Dans les usines, les équipements utilisés sont performants, les normes internationales de qualité des produits sont respectées, les fabrications montent en gamme et se diversifient. L'enthousiasme et la créativité sont omniprésents. Il y a dans ce pays beaucoup de fierté (sans arrogance toutefois) et comme une « rage » de progresser, de vaincre, de gagner, de se positionner parmi les meilleurs grâce à un travail acharné.

Par les besoins multiples et massifs de sa population, par la base de production industrielle qu'elle représente pour les firmes multinationales, par ses ventes et ses approvisionnements sur le marché international, la Chine joue un rôle de plus en plus grand dans le façonnement de l'architecture économique mondiale. Si elle se présente souvent comme un concurrent, il est aussi reconnu qu'elle sait être un très bon client. Ces dernières années, son dynamisme et sa boulimie de consommation ont même aidé certains pays à surmonter quelques unes de leurs difficultés économiques (c'est le cas, notamment, du Japon, et de certains pays d'Asie, d'Amérique Latine, d'Afrique).

Cet ouvrage est notamment destiné à montrer le rôle de plus en plus grand que joue la Chine dans la croissance mondiale. Ainsi, alors que, entre 1978 et 2002, la croissance de l'économie mondiale a été de 2,8 % par an en moyenne, celle de la Chine a été de 9,4 %. En plus, le pays a été sensiblement épargné par la crise asiatique et japonaise des années 1990. Un économiste chinois

renommé² note que la contribution de la Chine à la stabilité économique et à la croissance mondiale est de plus en plus marquée : par exemple, il est souligné qu'en 2003, la croissance chinoise (9,1 %) a représenté 20 % de la croissance mondiale et que tout laisse supposer que les chiffres soient du même ordre, voire supérieurs, pour 2004 et 2005.

Une grande puissance

La Chine est désormais incontournable dans les relations diplomatiques de la plupart des pays du monde.

Avec ses 1,3 milliards d'habitants, ce qui représente un homme sur cinq de la planète, la Chine est d'abord une puissance démographique. En plus, cet atout est démultiplié par le fait que le pays est doté d'une diaspora active et compétente qui se montre prompt à faire des affaires dans son pays d'origine en y valorisant ses réseaux relationnels.

Par ailleurs, son statut de membre permanent au Conseil de Sécurité des Nations Unies et sa possession de l'arme nucléaire font de la Chine une puissance politique et militaire à part entière. À ce niveau, le pays se positionne de plus en plus comme un leader en Asie et dans le monde en développement dans le cadre de diverses structures mondiales et régionales (OMC, ASEAN³, BRIC⁴) ou d'accords bilatéraux de commerce et d'investissements, nombreux, conclus avec des pays du sud.

La Chine est aussi une puissance économique et commerciale de plus en plus reconnue.

En 2004, le PIB de la Chine a officiellement tenu le 7^e rang mondial (derrière ceux des États-Unis, du Japon, de l'Allemagne, du Royaume-Uni, de la France, de l'Italie⁵), mais le Bureau National des Statistiques, se fondant sur les résultats du premier recensement économique, a récemment indiqué que le PIB chinois en 2004 avait en fait été supérieur de 16,8 % à ce qui avait été avancé jusqu'ici (ceci, notamment, du fait de la réévaluation des activités de service). Ce résultat porte la Chine à la 6^e place mondiale (devant l'Italie), et pourrait l'amener au 4^e rang en 2005 (devant le Royaume-Uni et la France).

2. Voir l'article suivant du Professeur Zang.

3. Association of Southeast Asian Nations.

4. Brazil, Russia, India, China.

5. En 2004, le PIB de la Chine a atteint 1649 milliards de dollars contre 11667 milliards pour les États-Unis, 4623 milliards pour le Japon, 2714 milliards pour l'Allemagne, 2140 milliards pour le Royaume-Uni, 2002 milliards pour la France, et 1672 milliards pour l'Italie.

Quoiqu'il en soit, lorsque l'on considère les divers PIB mondiaux en termes de parités de pouvoir d'achat (PPA), le PIB de la Chine est d'ores et déjà au second rang mondial, devant celui du Japon⁶.

En matière commerciale, la Chine est également une puissance de plus en plus incontournable. C'est le 3^e pays commercial du monde, derrière les États-Unis et l'Allemagne, mais devant le Japon et la France. En 2004, le commerce extérieur de la Chine a franchi le cap de 1000 milliards de dollars, atteignant 1155 milliards (593 milliards pour les exportations et 561 milliards pour les importations), soit, 56 fois plus qu'en 1978, ce qui représente une croissance de 17 % par an en moyenne sur un quart de siècle. Une telle tendance ascendante semble appelée à se poursuivre. Ainsi, selon les premières estimations, le commerce extérieur aurait dépassé les 1400 milliards de dollars en 2005, enregistrant une croissance de plus de 21 % par rapport à l'année précédente.

Les productions industrielles chinoises inondent tous les marchés mondiaux depuis plusieurs années. On observe que, depuis l'année 2000, il ne s'agit plus seulement de textile ou de jouets, mais également de produits qui sont de plus en plus « haut de gamme » (appareils photos, photocopieurs, téléviseurs, téléphones, lecteurs DVD, ordinateurs...). Les données de l'OCDE révèlent qu'en 2004 la Chine a ravi aux États-Unis le premier rang mondial pour les exportations de biens des technologies de l'information et des communications (TIC) : elle a ainsi exporté 180 milliards de dollars de ces biens (soit un bond de 46 % par rapport au chiffre de l'année précédente), contre 149 milliards de dollars pour les États-Unis.

La montée en puissance des firmes chinoises, publiques comme privées, est également étonnante. De plus en plus d'entreprises arborent la stature de firmes multinationales, notamment grâce au rachat d'entreprises occidentales, et les marques chinoises s'affirment au niveau mondial. Ainsi, Haier possède 15 % du marché américain des réfrigérateurs; TCL se distingue par le rachat de la branche TV-DVD de Thomson et de la branche téléphonie d'Alcatel, Lenovo par le rachat de la branche d'ordinateur d'IBM, Shanghai Automobile par le rachat de British Rover; ZTE (téléphones) vient d'installer un centre de recherche à Poitiers en décembre 2005, et, tout comme Huawei (téléphones) la firme a aussi un centre de recherche en Suède.

Le gouvernement chinois encourage de plus en plus ses firmes à investir à l'étranger tant dans les pays industrialisés (pour se procurer des technologies et pour accéder à des réseaux commerciaux et à des marques) que dans des pays du

6. En 2004, le PIB de la Chine en PPA a été évalué à 7123 milliards de dollars. Il reste encore derrière celui des États-Unis, mais il devance largement celui du Japon (3774 milliards) ou celui de la France (1744 milliards).

tiers monde (pour s'assurer des approvisionnements en matières premières industrielles, en énergie, et en ressources agricoles). On se retrouve à certains égards en Chine dans la même situation qu'au début du ^{xx}^e siècle aux États-Unis tandis que, « ce qui était bon pour General Motors était également bon pour l'Amérique ». Parallèlement, le secteur privé devient une force majeure de la croissance chinoise avec un nombre d'entreprises privées qui ne cesse d'augmenter, et des productions d'excellente qualité : leur part dans le PIB chinois atteint désormais près de 50 %.

Le développement rapide de la Chine et l'essor de ses besoins pèsent à la fois sur les cours des matières premières industrielles, agricoles et énergétiques et sur la recomposition de l'architecture mondiale de nombreux secteurs (textile, équipements, communication, énergie, aéronautique, automobile...) en imposant, le cas échéant, de nouveaux standards techniques et technologiques. Les enjeux sont considérables.

On remarquera enfin que la Chine se positionne aussi de plus en plus, à bien des égards, comme une puissance financière avec des réserves en devises conséquentes⁷ – 800 milliards de dollars à la fin de 2005, ce qui la fait talonner le Japon –, la possession de nombreux bons du Trésor américain, et des fluctuations de sa monnaie qui interpellent tous les acteurs mondiaux.

Un pays privilégié par les investisseurs mondiaux

Au fil des années, la Chine est devenue incontournable dans la définition des stratégies d'investissements directs des firmes multinationales tant pour en faire une base de production industrielle en exploitant ses avantages comparatifs de main-d'œuvre, que pour se positionner sur son marché. La Chine est depuis 1993, l'un des premiers pays d'accueil de l'investissement mondial. Ce phénomène a largement participé à son développement (apport de capitaux, de technologies, de savoir-faire...) tout comme à l'essor de son commerce international. Aujourd'hui, la moitié des importations et des exportations chinoises est réalisée par des firmes à capitaux étrangers.

Les firmes multinationales sont attirées par l'excellent rapport qualité-prix de la main-d'œuvre chinoise et sa bonne réputation (travailleuse, intelligente, docile).

Les coûts horaires du travail dans les entreprises des villes et de la façade côtière chinoises sont en moyenne 15 à 30 fois moins élevés qu'en Europe ou aux États-Unis. Certes, les conditions de travail des salariés chinois ne sont pas des plus enviables en raison des fortes pressions exercées sur certains d'entre

7. Liées à l'accumulation des surplus de sa balance des paiements durant les deux dernières décennies.

eux dans les usines (horaires de travail très lourds, paiement au rendement, discipline rigoureuse). Cependant, pour le moment, les travailleurs chinois semblent accepter la donne. Quoiqu'il en soit, même si l'augmentation des coûts du travail est inéluctable à terme, elle est appelée à se faire dans des proportions qui maintiendront l'avantage de la Chine pendant de nombreuses années encore⁸ du fait des immenses réservoirs de main-d'oeuvre que recèlent les provinces de l'intérieur.

Si la Chine reste un pays en développement par son PIB par tête encore très faible, notamment en milieu rural, le marché chinois, bien que très hétérogène, laisse de moins en moins indifférents les investisseurs mondiaux par ses potentialités, la montée des classes moyennes, et le fait que divers de ses segments connaissent déjà des tailles très respectables en raison de « l'effet masse » qui prévaut dans le pays⁹. En plus, l'essor de ce marché devrait être soutenu par la mutation attendue de certaines activités vers le secteur tertiaire, en s'accompagnant d'une diminution du nombre des paysans, et d'un accroissement de la qualité de vie des Chinois.

Le passage d'une économie agricole à une économie industrielle contribue à faire augmenter la consommation chinoise, avec, entre autres, des migrations de population vers les villes qui font que les gens sont de moins en moins auto-suffisants. Si la consommation de masse est encore à ses débuts, elle se propage à grande vitesse, avec des besoins dans tous les secteurs. Ainsi, la Chine entreprend actuellement des constructions d'infrastructures gigantesques et gourmandes en matériaux (le pays accueillerait la moitié des grues qui fonctionnent dans le monde). Sa consommation d'acier équivaut à presque deux fois celle des États-Unis, et, depuis 2003, elle est le 2^e consommateur mondial de pétrole (devant le Japon)... Le pays se classe désormais devant les États-Unis pour le nombre de téléviseurs, de réfrigérateurs et de téléphones portables achetés chaque année; en 2004, les ventes de voitures y ont été du même ordre qu'en France. Vers 2010, les ventes d'ordinateurs personnels en Chine pourraient dépasser celles des États-Unis.

8. En 2005, les taux de salaires horaires en Chine sont environ de 1\$ par heure contre 20 \$ à 30 \$ aux États-Unis ou en Europe. En 2010, si on table sur une augmentation (indicative) de 8 % par an en Chine et de 3 % par an aux États-Unis ou en Europe, le taux moyen sera de 1,47 \$ en Chine et entre 23,2 et 34,80 \$ aux États-Unis ou en Europe. Donc, on est en présence d'un écart qui ne devrait pas se résorber de si tôt.

9. Selon une étude récente de la Mission économique de Shanghai, 2 millions de Chinois gagnent plus de 2300 euros par mois (les « nouveaux riches »), 10 millions environ gagnent plus de 1000 euros par mois, 65 millions gagnent entre 450 euros et 1000 euros par mois, et 200 millions de consommateurs gagnent entre 100 et 300 euros par mois (parmi eux, 50 % seulement consomment régulièrement, 50 % consomment surtout aux 3 périodes de fêtes). Une autre analyse estime que, sur la base d'une croissance de 15 % par an, la classe moyenne pourrait concerner 45 % de la population chinoise vers 2020.

Quoiqu'il en soit, d'ici une dizaine d'années, la Chine pourrait bien devenir le second marché mondial de consommation, juste derrière les États Unis (*China Daily*, 13 octobre 2005). Un tel essor de sa consommation pourrait du reste remodeler l'économie chinoise tandis qu'elle représenterait une part croissante de son PIB, au détriment de la part très (trop ?) grande tenue aujourd'hui par ses exportations¹⁰. Ceci serait indéniablement positif pour le pays.

Des perspectives qui pourraient aller dans le sens d'un rôle accru de la Chine sur la scène mondiale dans les années qui viennent ?

Si les observateurs internationaux notent souvent avec admiration les performances chinoises de ces dernières années, ils ne manquent pas d'en souligner les fragilités et les limites en remarquant cependant que les prévisions les plus pessimistes effectuées ces dernières années à l'encontre de la Chine ne se sont pas réalisées. C'est que l'économie chinoise et les Chinois ne manquent pas de ressorts : quand il s'agit d'affronter un problème, tous les moyens sont mis en œuvre avec acharnement.

Les responsables chinois quant à eux ne cachent pas les ambitions qu'ils nourrissent pour leur pays au cours des années qui viennent. Ils se projettent à ce niveau dans une perspective long terme, bien au-delà, notamment, du XI^e plan quinquennal qui démarre cette année (2006-2010).

Les performances programmées pour l'économie chinoise sont très ambitieuses. Il est en effet attendu des taux de croissance relativement élevés – de 8,5 % par an entre 2006 et 2010, de 8 % par an entre 2010 et 2015, de 7 % par an entre 2016 et 2020 – et soutenus dans la durée, grâce à la poursuite de l'accumulation du capital.

Les chiffres détaillés¹¹ sont éloquentes sur l'optimisme qui règne en Chine actuellement. Bien que la barre semble mise très haute, de nombreux économistes chinois estiment de telles prévisions réalistes, même si la Chine n'a pas encore achevé sa transition vers une économie développée et marchande.

10. Notons que l'importance des exportations dans le PIB et sa croissance sera mécaniquement amoindrie avec la réévaluation du PIB en incluant des services sous-estimés jusqu'alors (télécommunications, distribution, immobilier). Ainsi, en 2004, la part du secteur secondaire (industrie) est tombée à 46,2 % contre 52,9 % annoncés précédemment. Par conséquent, il se pourrait que l'économie chinoise dépende moins qu'on le pense des industries travaillant pour l'export.

11. Voir l'article suivant du Professeur Zang.

DES DÉFIS À RELEVER QUI RESTENT NOMBREUX

Les défis que la Chine doit relever dans les années qui viennent sont encore nombreux. Nous développons ici certains d'entre eux qui nous apparaissent comme les plus urgents à surmonter car ils constituent des facteurs substantiels de risques pour l'économie chinoise.

De grandes disparités spatiales (entre les provinces, entre les villes et les campagnes)

Les disparités régionales sont considérables en Chine. Les 3 premières provinces – Guangdong, Shandong et Jiangsu – assurent plus du tiers du PIB chinois, et les 11 provinces côtières de l'est (sur 31 provinces en Chine) en assurent plus de 70 %. Ceci n'est pas surprenant dans la mesure où, ces dernières années, ce sont les provinces côtières qui ont connu le développement le plus rapide en profitant de l'afflux de capitaux étrangers et de marchés de consommation en plein essor. Ainsi, la part des provinces côtières dans le PIB chinois est passée de 52 % en 1990 à 64 % en 2000 et à 71 % en 2004. La conséquence en est que les revenus par habitant dans les provinces les plus développées sont 2,9 fois plus élevés que ceux qui prévalent en moyenne dans le reste du pays. L'écart est encore plus flagrant si on compare la province la plus riche (Shanghai) et la province plus pauvre (Guizhou) : il est de 1 à 13.

En Chine, les niveaux de vie entre les paysans et les citadins sont très différents : aux disparités de revenus s'ajoutent celles des conditions de vie. En matière de revenu, les habitants de la ville sont en moyenne trois fois plus riches (3,2 fois exactement en 2004) que ceux de la campagne. Si la détention de téléviseurs est quasi généralisée à la campagne (75 téléviseurs pour 100 ménages) comme dans les villes (133 téléviseurs pour 100 ménages), celle d'ordinateurs est encore rare à la campagne (moins de 2 % des ménages) tandis qu'elle touche déjà 1 ménage sur 3 dans les villes. Enfin, la sécurité sociale est quasi absente en campagne (sauf dans certains cantons très riches des provinces côtières comme le Guangdong ou le Zhejiang) alors que, dans les villes, les habitants bénéficient en général d'une assurance maladie au moins basique.

Au total, les inégalités de revenu et l'écart de développement entre les différentes régions s'élargissent continuellement en Chine. Si la Banque mondiale avait déjà estimé il y a quelques années¹² que la Chine était l'un des pays les plus marqués par les inégalités de revenu, le problème ne s'est guère arrangé depuis, bien au contraire. Certains chercheurs chinois ont estimé récemment que l'indice de Gini en Chine avait atteint presque 0,5 en 2004, soit un niveau bien

12. Banque mondiale, « Rapport sur le développement mondial en 2000 et 2001 ».

supérieur au niveau d'alerte international évalué à 0,4. Cet indice a progressé ces dernières années, et le processus semble devoir encore se poursuivre. Du reste, de telles inégalités de répartition des revenus commencent à menacer la stabilité sociale¹³. Parallèlement, l'exode rural, de plus en plus rapide, se présente comme un autre facteur déstabilisant de la société. Selon un rapport officiel chinois portant sur les risques de l'économie¹⁴, plus de 300 millions de ruraux devraient s'installer dans les villes au cours des 20 prochaines années.

Une économie qui fonctionne sur un mode extensif

Pour assurer une forte croissance, la Chine dispose de facteurs de production déterminants : une main-d'œuvre abondante, bon marché et de plus en plus qualifiée ; des capitaux fournis à la fois par une épargne nationale élevée et par des investissements étrangers qui ont afflué massivement dans le pays depuis plus d'une décennie.

Mais, si on fait une analyse classique de la contribution des différents facteurs à la production, on peut conclure que la croissance économique observée durant ces 20 dernières années est redevable pour les trois-quarts aux gains enregistrés dans la productivité du travail qui a parallèlement été multipliée par 3,9 (ce qui représente une augmentation annuelle de 7 % contre 9,4 % pour le PIB). Toutefois, le recours à l'analyse des productivités partielles des facteurs, celle du travail notamment, peut conduire à des appréciations erronées sur les gains de l'efficacité productive, car les gains de la productivité du travail résultent en partie de la croissance du capital par tête. Ainsi, la méthode comptable fondée sur le concept de fonction de production permet de mieux analyser les contributions des facteurs (travail, capital et progrès technique) à la croissance. En utilisant une fonction de production du type Cobb-Douglas, on peut ainsi répartir le taux de croissance annuel des 20 dernières années (9,4 %) comme suit : 1,1 %¹⁵ pour le travail, 5,4 % pour le capital et 2,9 % pour le progrès technique, ce dernier étant une mesure globale des progrès d'efficacité dans l'utilisation des facteurs (productivité totale des facteurs).

Ainsi, l'utilisation massive des capitaux a contribué à plus de la moitié de la croissance en Chine depuis vingt ans. Ceci est confirmé par la décomposition du PIB en emplois finals : la part des investissements dans le PIB est passée de 32 % au début des années 80 à plus de 44 % en 2004, avec une forte hausse

13. Le nombre des dissensions collectives constatées en Chine a considérablement augmenté ces dernières années, le Ministère de la Sécurité Publique ayant recensé quelques 74 000 mouvements de protestation en 2004, soit deux fois plus qu'il y a 5 ans.

14. MINEFI, « Revue financière Grande Chine », N° 303, 28 novembre 2005.

15. En supposant que la part des rémunérations du travail dans la valeur ajoutée est un peu près de 50 %, ce qui est vérifié empiriquement ces dernières années dans le cas de la Chine.

ces dernières années (elle était encore de 36 % en 2000), tandis que la part de la consommation est passée dans les mêmes temps de 61 % à 53 %¹⁶. L'économie chinoise souffre donc de plus en plus d'une insuffisance de la demande intérieure qui pourrait freiner la croissance future, notamment si ses produits connaissent des difficultés à l'exportation vers les marchés traditionnels (américains et européens) dans un contexte de remontée du protectionnisme et du grand déficit commercial américain à son égard.

Une économie très consommatrice d'énergies polluantes

L'économie chinoise est très consommatrice d'énergies. La Chine est dorénavant le deuxième consommateur de pétrole après les Etats-Unis. Son degré de dépendance aux importations de pétrole augmente très rapidement¹⁷. Au rythme actuel, les importations chinoises devraient représenter plus de 50 % de la consommation de pétrole en 2010 et 60 % en 2020. Cette forte dépendance énergétique est réellement susceptible de freiner de manière substantielle la croissance chinoise dans les années à venir.

La Chine est également le premier producteur et premier consommateur mondial de charbon, l'une des sources d'énergie les plus polluantes : il alimente près de 70 % de ses besoins énergétiques. Selon une étude récente de l'Institut Chinois des Sciences Environnementales et de l'Université Qinghua, parmi les 338 villes chinoises dont la qualité de l'air est mesurée, près des deux tiers (63,5 % exactement) ont un niveau de pollution de l'air considéré comme moyen ou élevé. Les régions les plus affectées sont situées dans le sud et le sud-ouest du pays. Les émissions de dioxyde de soufre augmentent rapidement en Chine, notamment à cause de l'importante utilisation de charbon de mauvaise qualité ou du recours à des techniques de combustion surannées dans les centrales thermiques. Ces émissions se sont élevées à 6,6 millions de tonnes en 2002 et ont été environ deux fois plus nombreuses en 2005 (environ 12,9 millions de tonnes). Au total, 30 % du territoire chinois souffre des pluies acides.

Toutefois, la Chine souhaite réduire une partie de sa dépendance au charbon dont l'extraction coûte aussi la vie, chaque année, à des milliers de mineurs. Des milliers de petites mines de charbon très dangereuses et exploitées par des paysans vont être fermées. La construction de nouvelles centrales au charbon

16. La part des exportations nettes dans le PIB reste stable (moins de 3 %), contrairement à ce qu'on pouvait imaginer. En effet, si la Chine a massivement exporté ses produits « *made in China* », elle a aussi augmenté considérablement ses importations de matières premières et d'équipements pour ses entreprises et des produits plus haut de gamme pour une partie de sa population devenue de plus en plus riche.

17. Les importations du pétrole brut ont plus que triplé ces 5 dernières années, passant de 36,6 millions de tonnes en 1999 à 122,7 millions en 2004.

est désormais interdite dans les très grandes villes comme Pékin, Shanghai et les principales capitales provinciales.

Pour faire face une demande toujours croissante, la Chine a annoncé récemment un investissement de 180 milliards de dollars pour développer les énergies renouvelables et porter de 7 % à 15 % leur part dans la consommation énergétique globale en 2020. Parallèlement, l'utilisation par les entreprises d'autres sources d'énergie, telles que l'énergie solaire ou éolienne, est encouragée (allègement de taxes). Enfin, la Chine investit également dans le nucléaire avec le soutien de la France puisque d'ici à 2020, 40 centrales nucléaires seront construites.

Un système financier fragile et sous-développé

Le système financier chinois n'est pas à la hauteur de la forte croissance et du rapide développement du pays. Il est à la fois peu développé et fragile.

Il est peu développé. Selon la Banque Centrale chinoise (Banque populaire de Chine - BPC), à la veille de l'entrée de la Chine à l'OMC à la fin 2001, 80 % des fonds des entreprises industrielles et commerciales chinoises provenaient d'emprunts bancaires. Une telle situation est non seulement peu favorable à la restructuration des banques commerciales chinoises selon les normes modernes, mais elle aggrave aussi l'accumulation des créances douteuses. La faible efficacité du système financier officiel a favorisé le développement d'« une circulation financière hors système ». De nombreux d'épargnants chinois ont quitté le système bancaire officiel pour se tourner vers des placements « gris » à haut rendement. Selon les estimations des experts, ce secteur clandestin pourrait concerner l'équivalent du tiers du système financier officiel¹⁸.

Ainsi, pour préparer l'entrée de la Chine à l'OMC et développer son marché des capitaux, la BPC a pris une série de mesures : soutenir la restructuration par actions des banques commerciales (en transformant les banques 100 % publiques en banques ayant l'État pour principal actionnaire) ; réduire les taux d'intérêts en orientant les capitaux vers le marché des actions ; autoriser les sociétés d'actions et les sociétés de gestion des fonds à réunir des capitaux sur le marché des actions...

Le système financier chinois est fragile. Jusqu'à la fin des années 90, la politique de crédit a été responsable de l'accumulation d'un volume considérable de créances douteuses. Le transfert massif de ces dernières (soit, l'équivalent de 300 milliards de dollars) vers les structures de défaillance spécialement créées à cet effet, et la recapitalisation des banques (avec, entre autres, une partie des réserves de change) sont aujourd'hui presque achevés. Les réformes d'envergure

18. MINEFI, « Revue financière Grande Chine », n° 303, 28 novembre 2005.

mises en place (l'un des engagements à respecter pour entrer dans l'OMC) ont amélioré la capacité des banques à fonder leurs décisions de prêts sur l'état du marché, et non plus sur des critères politiques et de façon administrative.

Dans le développement et l'amélioration du système financier chinois, les investissements étrangers peuvent jouer un rôle important. Malgré les faiblesses du système, de nombreuses banques (non seulement des banques d'État de premier rang, mais aussi des banques locales subordonnées aux municipalités) ont réussi à attirer les investisseurs étrangers de manière massive (le dernier cas est celui de BNP Paribas qui a pris une participation de 19,2 % dans une banque municipale, la Banque Commerciale de la Ville de Nankin, ce qui représente un investissement de 87 millions de dollars). Les acteurs bancaires internationaux estiment qu'ils ne peuvent plus rester à l'écart d'un marché représentant, en 2004, près de 1500 milliards de dollars d'épargne (dont plus d'un tiers est placé en simples comptes bancaires), et en constante augmentation chaque année (de 15 à 20 %).

Depuis trois ans, le marché chinois de la Bourse s'est développé plus rationnellement. Le PER¹⁹ moyen est passé de 60 en 2001 à 20 aujourd'hui. L'entrée de la Chine à l'OMC a fait changer la composition des principaux investisseurs sur le marché des titres. Nombre de sociétés de fonds à capitaux chinois et étrangers et d'investisseurs institutionnels étrangers qualifiés ont fait leur apparition en Chine et les fonds d'assurance et de la sécurité sociale vont bientôt être autorisés. Le marché chinois des valeurs est de plus en plus conforme aux usages internationaux.

Ainsi, la Chine est sans doute au cœur de la croissance mondiale à biens des égards, mais elle a aussi beaucoup de chemin à faire pour atteindre les standards occidentaux en matière de développement. Cependant, le dynamisme du pays est tel que les difficultés qui se présentent devraient être surmontées sans problème dans les années qui viennent.

Les présentations qui vont être faites dans cet ouvrage vont montrer tour à tour toutes les subtilités et les enjeux de la croissance chinoise et quelques unes de leurs répercussions attendues au niveau mondial.

19. Price Earning Ratio. C'est le rapport entre le cours de l'action et le bénéfice net par action. Ce rapport est significatif de la cherté en Bourse d'une action. Il représente le nombre d'années nécessaires pour amortir le prix d'achat d'une action, grâce aux bénéfices obtenus sur cette dernière.

PRÉSENTATION DE L'OUVRAGE

Le présent ouvrage reprend les principales interventions du colloque portant sur « La Chine au cœur de la croissance mondiale : concurrence, opportunités et restructuration des réseaux économiques », organisé par le Centre de Recherche en Economie et Management (CREM) à la Faculté des Sciences Economiques de Rennes en décembre 2005, avec le soutien de l'Université de Rennes 1, de l'Université du Shandong, du Conseil Régional de Bretagne, du Conseil Général d'Ille-et-Vilaine, de Rennes Métropole, de la Ville de Rennes et du Gouvernement provincial du Shandong.

Ce colloque visait à une réflexion en profondeur sur les spécificités de la croissance chinoise et ses conséquences sur les réseaux économiques mondiaux, tout en mettant en avant les opportunités et les situations de concurrence en découlant. L'un des points forts de ce colloque a été de bénéficier de contributions émanant à la fois d'universitaires français et d'universitaires chinois : un tel « double éclairage » a réellement permis d'avoir une réflexion plus complète et plus pertinente sur les thèmes abordés, tout en mettant en avant les aspects socioculturels des analyses.

En outre, il a semblé opportun de coupler cette approche avec une réflexion plus pragmatique, fondée tant sur l'expérience de firmes françaises présentes en Chine que sur les interrogations de celles susceptibles de s'y implanter ou d'y nouer des relations commerciales. C'est pourquoi, dans le cadre de ce colloque, a été organisée une table ronde rassemblant, aux côtés des universitaires, des investisseurs français ayant opéré avec succès en Chine, des officiels chinois (de la Province du Shandong jumelée avec la Bretagne depuis 20 ans), et des conseillers d'investisseurs français en Chine. Toutefois, seules les présentations des universitaires figurent dans le présent ouvrage.

La structure de l'ouvrage est la suivante : nous reprenons d'abord le discours introductif du Professeur Xuheng ZANG, Doyen de la Faculté des Sciences Économiques de l'Université du Shandong, intitulé « *China's Economic Growth : Challenges and Perspectives* », suivi des articles présentés, répartis en quatre parties.

Les deux premières parties traitent du développement et des problèmes internes de l'économie chinoise, tandis que les deux dernières parties évoquent l'ouverture économique et l'accueil des investissements et des entreprises étrangères en Chine.

La première partie est consacrée au développement interne de l'économie chinoise. Cinq contributions vont en aborder les différents aspects :

— Yong He et Olivier Boissin analysent le mode de croissance de l'économie chinoise extensif et fortement dépendant de l'investissement étranger ;

— Pascale Mériot décrit le processus d'urbanisation en tant que résultante de la migration rurale, en mettant en avant tous les problèmes d'intégration qui en découlent ;

— Benjamin Delozier et Diana Hochraich analysent en profondeur les niveaux d'épargne et d'investissement, très élevés en Chine ;

— Claude Saint-Pierre pose la question de la qualité sociale des projets d'investissements dans leurs évaluations ;

— Li Ma et François G. Schmitt évoquent le problème des inégalités entre les provinces et entre Urbains et Ruraux.

La deuxième partie traite plus spécifiquement du développement sectoriel. Cinq secteurs sont concernés :

— les télécommunications, avec Liangchun Yu, qui traite des problèmes de réglementation ;

— le secteur des Enhanced Versatile Disc (ou EVD), avec Danièle Bénézech et Ronan Daniel qui évoquent les subtilités du rattrapage technologique chinois ;

— l'automobile, avec Jianxin Ren qui s'intéresse, entre autres, aux problèmes de la segmentation du marché ;

— l'énergie, avec Julien Allaire qui met en avant l'importance de sa consommation et son rôle dans la croissance économique ;

— l'agriculture, avec Jean-Marc Fournier qui évoque les problèmes de productivité et de migration.

La troisième partie aborde les questions de l'ouverture de la Chine vers l'étranger et ses conséquences :

— Lijuan Zhang analyse les différents aspects de la politique d'ouverture chinoise en matière de commerce extérieur : dépendance économique, lien entre commerce extérieur et développement, compétitivité des produits sur les marchés étrangers, conséquences sur l'emploi et le revenu, etc. ;

— Laëtitia Guillhot pose la question de l'hégémonie Chine-Japon en Asie : la Chine et le Japon sont-ils deux géants complémentaires ou concurrents ? La Chine est-elle en train de devenir un hégémon régional remplaçant le Japon ?

— Tran Thi Anh-Dao et Nguyen Binh Duong s'interrogent sur l'impact de la montée en puissance de la Chine sur les autres pays en développement en prenant l'exemple du Vietnam et en analysant, pour certains produits, l'avantage comparatif de ce dernier sur la Chine.

La quatrième partie traite des investissements directs étrangers en Chine :

— Nicole Madariaga et Sandra Poncet présentent un modèle de croissance chinoise basé sur une estimation économétrique qui met en évidence l'impact des investissements étrangers sur la croissance ;

- Jianhong Qi et Jieqiong Zhou analysent plus particulièrement les investissements français en Chine sous un éclairage chinois ;
- Donghui Zhang évoque l'implantation des firmes multinationales françaises en Chine ;
- Christian Milelli analyse en profondeur les investissements des firmes japonaises en Chine en mettant notamment en avant ce qui caractérise leurs stratégies par rapport à celles des firmes françaises ;
- Aziz Mouline met en évidence les stratégies des grandes firmes multinationales pour la conquête du marché chinois des télécommunications.

BIBLIOGRAPHIE

- CHAVAGNEUX C, « Chine, Inde, Brésil, les nouveaux géants », *Alternatives Économiques*, 2004 http://www.alternatives-economiques.fr/site/222_003.html.
- HAY F, SHI Y, « *Investir en Chine dans le Shandong* », Université de Rennes 1 et Région Bretagne, octobre 2005.
- M. HUMBERT, J. ESMEIN, C. MILELLI, *L'implantation des firmes japonaises en Chine: des leçons pour les entreprises françaises*, Direction Générale des Entreprises, Ministère de l'Économie et des Finances, Paris, mai 2005.
- JENKINS R. and EDWARDS, « *How does china's growth affect poverty reduction in Asia, Africa and Latin America?* », Expanded Report to DFID, 10 December, Overseas Development Group, University of East Anglia Norwich, 2004.
- JETRO, White paper on International Economy and Trade 2005, « *Towards a new dimension of economic prosperity in Japan and East Asia – July* », Ministry of Economy, Trade and Industry, Japan, juillet 2005.
- MINEFI, *Revue financière Grande Chine*, 2005.
- Nations Unies, *World Investment Report*, septembre 2005.
- OCDE, *Étude économique de la Chine*, 2005.
- WHELAN C., « L'économie mondiale doit désormais compter avec les pays du Sud », *International Herald Tribune via Courrier international* 29 juillet 2004.